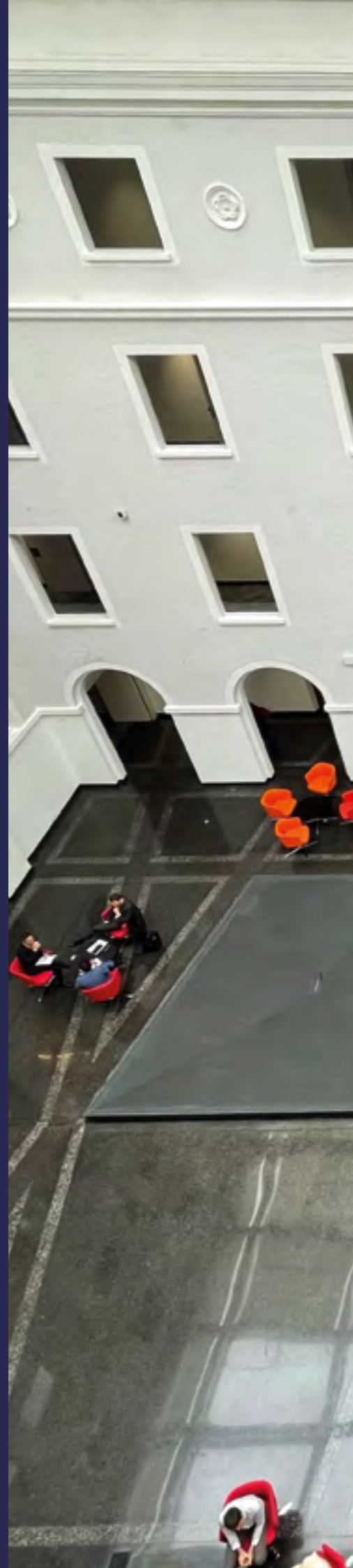


# 10

## Secrétariat et budget

Le Secrétariat de l'OMC emploie plus de 600 personnes au bénéfice d'un contrat régulier qui coordonnent les activités de l'Organisation. Le budget annuel de l'OMC est financé pour l'essentiel par les contributions des Membres.

L'Atrium au siège  
de l'OMC à Genève.



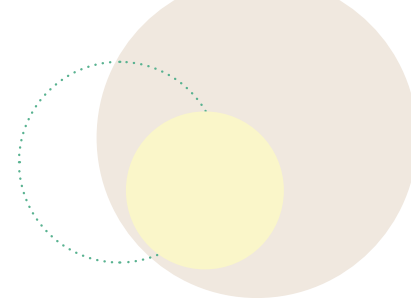
**208**

**Secrétariat de l'OMC**

**216**

**Budget, finances  
et administration**





# Secrétariat de l'OMC

- **La DG Okonjo-Iweala a désigné Angela Ellard (États-Unis), Anabel González (Costa Rica), Jean-Marie Paugam (France) et Xiangchen Zhang (Chine) Directeurs généraux adjoints.**
- **Un soutien a été apporté au personnel pendant la pandémie de COVID-19 via l'Équipe spéciale sur la santé et le Service médical.**
- **L'activité de recrutement de l'OMC est restée importante, 55 postes vacants ayant été pourvus en 2021. La Division des ressources humaines a continué de réaffecter des ressources aux domaines prioritaires.**
- **Une nouvelle unité – l'Unité de l'OMC chargée de la livraison des résultats – a été créée pour travailler en étroite collaboration avec la Directrice générale et les divisions afin d'aider les Membres à obtenir des résultats concrets à la douzième Conférence ministérielle (CM12) et au-delà.**
- **La DG a lancé une évaluation externe du Secrétariat de l'OMC pour identifier les domaines dans lesquels des gains d'efficacité étaient possibles.**

**A**près avoir pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> mars 2021, la DG Okonjo-Iweala a annoncé le 4 mai la désignation de ses quatre Directeurs généraux adjoints, à savoir Angela Ellard (États-Unis), Anabel González (Costa Rica), l'Ambassadeur Jean-Marie Paugam (France) et l'Ambassadeur Xiangchen Zhang (Chine).

Une nouvelle unité – l'Unité de l'OMC chargée de la livraison des résultats – a été créée en avril 2021 pour travailler en étroite collaboration avec la DG et les divisions du Secrétariat de l'OMC afin de mieux aider les Membres de l'Organisation à obtenir des résultats concrets à la CM12 et au-delà. Les grands domaines nécessitant une attention immédiate incluent la collaboration avec les divisions concernées pour élaborer une réponse efficace de l'OMC à la pandémie de COVID-19, les subventions à la pêche, le règlement des différends, l'agriculture, les questions de développement et une approche coordonnée de la réforme de l'OMC.

Le 16 avril 2021, la DG a informé les Membres de l'OMC qu'elle souhaitait faire appel à des consultants externes pour avoir une évaluation indépendante et objective du Secrétariat de l'OMC. La société McKinsey a été sélectionnée sur appel d'offres pour effectuer un « Examen structurel du Secrétariat de l'OMC ». En juin et juillet, une équipe de McKinsey s'est installée à l'OMC pour établir une évaluation fondée sur des faits.

McKinsey a demandé au personnel de participer à deux enquêtes et a tenu une série de réunions avec le personnel sous la forme de groupes de discussion, d'ateliers et d'entretiens individuels. L'équipe de consultants a aussi tenu trois séances de consultations avec les Membres. Elle a ensuite établi un rapport diagnostic exposant les points forts du Secrétariat et les aspects à améliorer.

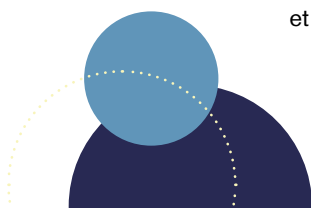
La DG et les consultants de McKinsey ont présenté un aperçu des travaux entrepris et d'un plan d'action futur lors d'une réunion publique en juillet 2021. Le 1<sup>er</sup> février 2022, la DG a annoncé l'établissement du Bureau de la transformation chargé de conduire le processus dans les domaines identifiés au cours de la phase de diagnostic.

## COVID-19

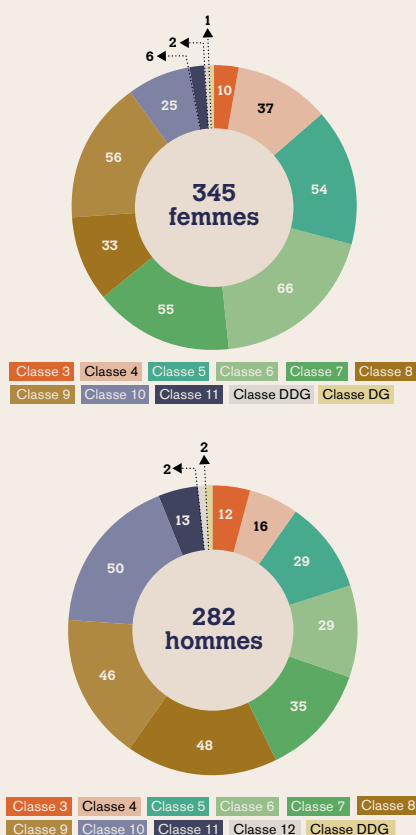
L'Équipe spéciale sur la santé, établie en 2020 en réponse à la pandémie, a continué de jouer un rôle clé pour protéger la santé et garantir la sécurité du personnel de l'OMC et assurer le bon fonctionnement de l'Organisation.

L'Équipe spéciale de la santé comprend des représentants de plusieurs divisions, du Service médical et du Conseil du personnel. Elle a pour fonction de tenir le personnel au courant des faits nouveaux concernant la COVID-19, d'assurer le suivi des fonctionnaires présentant des symptômes de cette maladie et de gérer la coordination avec les autres organisations internationales et les autorités suisses.

Le Service médical a continué de soutenir les fonctionnaires touchés par la pandémie et de garantir la sécurité dans les locaux.



**Figure 1 :** Fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire par classe et par sexe, au 31 décembre 2021



Il a également fourni des statistiques sur les cas de COVID-19 à l'OMC et proposé des mesures pour atténuer les risques pour le personnel.

### Dotation en personnel

L'activité de recrutement est restée importante à l'OMC, 55 postes vacants ayant été pourvus en 2021. Le nombre total de fonctionnaires est passé à 627 (voir la figure 1 et la figure 2). Les fonctionnaires du Secrétariat sont originaires de 81 Membres de l'OMC (voir la figure 4), soit 2 de plus qu'en 2020.

Le Secrétariat de l'OMC est composé essentiellement d'économistes, de juristes et de spécialistes de la politique commerciale internationale. Il comprend aussi des spécialistes des TI, de la communication, des statistiques, de la finance, des ressources humaines et des services linguistiques (voir le tableau 1). Les langues de travail de l'OMC sont l'anglais, le français et l'espagnol.

## Nouvelle recrue

### Pamela Bayona

**Statisticienne, Division de l'examen des politiques commerciales**

**Nacionalidad :** Philippines  
**Fecha de incorporación :** 10 janvier 2022



J'ai eu mon premier contact avec l'OMC en tant que jeune déléguée travaillant pour les négociations relatives à l'élargissement de l'Accord sur les technologies de l'information pour les Philippines. J'étais chargée de suivre les données tarifaires et commerciales concernant les produits de haute technologie, qui étaient ensuite utilisées pour éclairer les discussions menées à Genève.

Je ne savais pas que j'exercerais plus tard la même fonction au sein du Secrétariat de l'OMC. Je travaille en tant que statisticienne à la Division de l'examen des politiques commerciales ; je prépare et j'analyse les données tarifaires et commerciales pour le Comité des accords commerciaux régionaux.

Entre temps, j'ai travaillé à la Banque asiatique de développement, à l'ITC et à l'OMPI. Ces missions m'ont permis d'apporter différents points de vue à l'OMC – en particulier en tant que femme travaillant avec des données – sur les perspectives du commerce international, notamment en ce qui concerne la manière dont nous utilisons les données et la façon dont la technologie les modifie.

J'ai un master en économie internationale de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et je termine actuellement un master appliqué en science des données et intelligence artificielle au Data ScienceTech Institute de Paris.

## Nouvelle recrue

### Anastasia Smirnova

**Juriste chargé du règlement des différends, Division des règles**

**Nacionalidad:**  
Russie  
**Fecha de incorporación:**  
14 septembre 2021



Je me suis familiarisée avec le droit de l'OMC alors que je terminais mon master à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. J'ai eu la chance de participer au concours de procédure fictive, une simulation de procédure de règlement des différends sur le droit de l'OMC. Après avoir plongé dans les subtilités du droit commercial et rencontré des professionnels inspirants pendant ce concours, j'ai su que le droit commercial était la voie que je voulais suivre dans ma vie professionnelle.

Avant de rejoindre l'OMC, j'ai fourni des conseils juridiques en Russie sur les enquêtes en matière de mesures correctives commerciales étrangères. Étant donné que la Russie avait accédé récemment à l'OMC, les juristes spécialistes du commerce n'étaient pas nombreux et j'ai donc dû m'attaquer à des projets difficiles alors que j'étais peu expérimentée.

En tant que juriste chargée du règlement des différends, je conseille les groupes spéciaux de l'OMC sur les questions relatives aux mesures correctives commerciales. Ce travail exige de résoudre constamment des problèmes épineux et de rédiger des textes complexes. Être entourée de collègues compétents, aimables et encourageants fait partie des choses que j'apprécie le plus. À mon avis, c'est l'esprit d'équipe qui nous permet de fournir des conseils juridiques de grande qualité et d'aider les groupes spéciaux à régler les différends entre les Membres de l'OMC d'une manière pacifique. Je trouve cela vraiment gratifiant.

Le personnel du Secrétariat émergeant au budget ordinaire comprend les professionnels et le personnel des services de soutien (voir la figure 2). Les professionnels représentent 63 % du total et le personnel des services de soutien, 37 %. Les femmes restent plus nombreuses que les hommes à l'OMC (345 contre 282) (voir la figure 1). Parmi le personnel professionnel, on compte 47 % de femmes et 53 % d'hommes, contre 42 % et 58 %, respectivement, en 2014.

La Division des RH continue de répondre à l'évolution des besoins du Secrétariat en réaffectant les ressources aux domaines prioritaires, comme les sections juridiques. Les mesures de dotation en personnel tiennent compte des limitations imposées par les Membres de l'OMC, notamment le plafond global du budget et des effectifs.

Différentes méthodes de règlement informel des conflits sur le lieu de travail sont à la disposition du personnel. L'OMC propose les services d'un psychologue indépendant aux fonctionnaires qui souhaitent bénéficier d'un soutien psychologique et social. Ces services s'ajoutent à ceux qui sont offerts par les médiateurs interne et externe, le chef du Bureau du contrôle interne et le conseiller juridique auprès de l'administration.

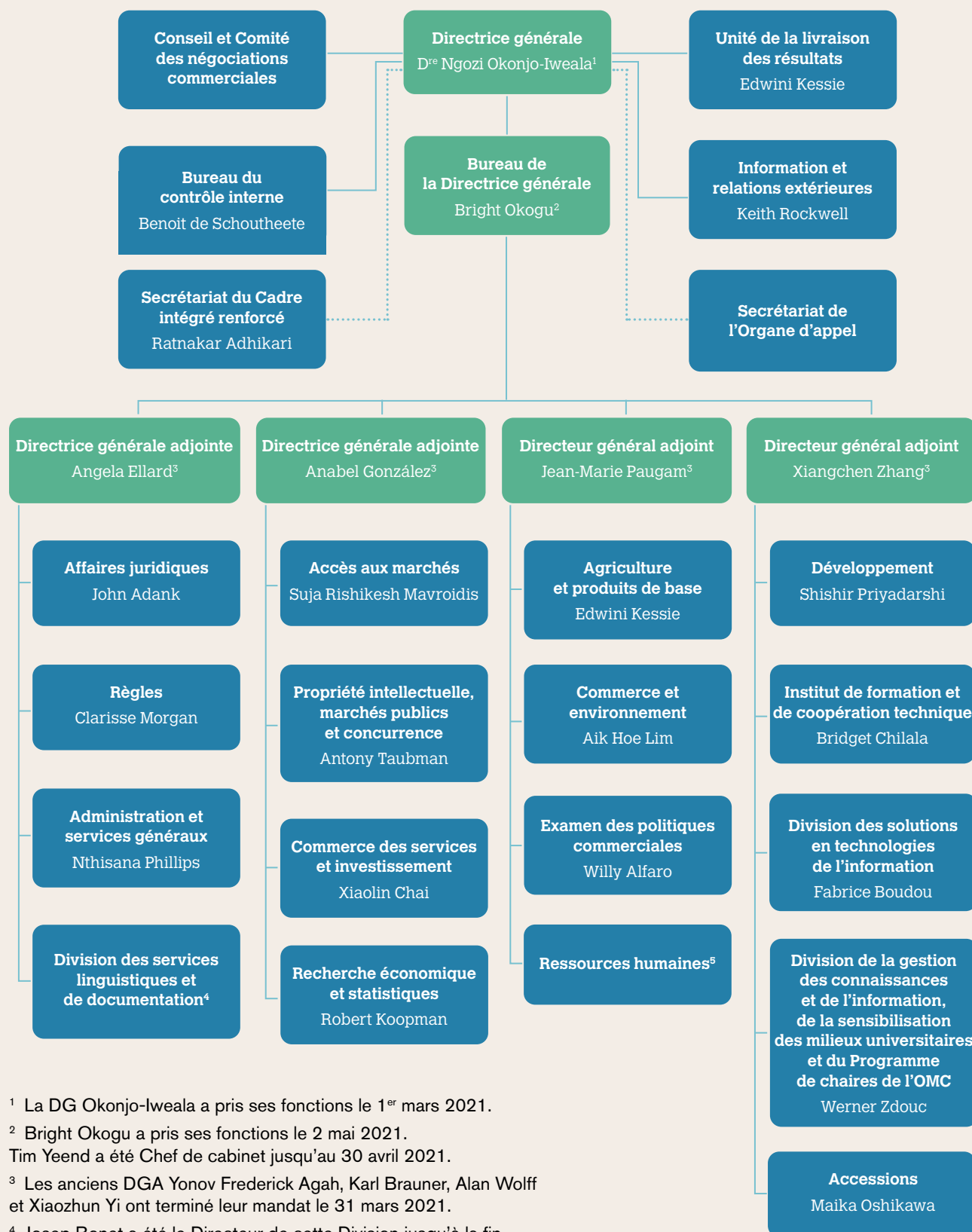
Quatorze jeunes professionnels ont intégré le Programme des jeunes professionnels en janvier 2021. Le groupe comprenait des professionnels du Bangladesh, du Belize, de l'Eswatini, de la Géorgie, du Guatemala, de l'Indonésie, du Malawi, de la Mauritanie, de la Namibie, du Nicaragua, du Nigéria, de la République dominicaine, du Taipei chinois et de la Thaïlande. Ils ont été choisis parmi plus de 2 400 candidats du monde entier à l'issue d'un concours.

Le Programme a pour but d'accroître le nombre de professionnels du Secrétariat de l'OMC provenant de pays en développement et de pays moins avancés sous-représentés dans l'Organisation (voir la page 168).

### Initiatives

La mise en place d'une nouvelle plateforme de gestion des RH/des états de paie basée sur l'informatique en nuage et facile d'utilisation appelée « Workday » a débuté en août 2020 ; cette plateforme a été mise en service pour le personnel en septembre 2021

**Figure 3:** Organigramme du Secrétariat de l'OMC, à la fin de mars 2022



<sup>1</sup> La DG Okonjo-Iweala a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> mars 2021.

<sup>2</sup> Bright Okogu a pris ses fonctions le 2 mai 2021.

Tim Yeend a été Chef de cabinet jusqu'au 30 avril 2021.

<sup>3</sup> Les anciens DGA Yonov Frederick Agah, Karl Brauner, Alan Wolff et Xiaozhun Yi ont terminé leur mandat le 31 mars 2021.

<sup>4</sup> Josep Bonet a été le Directeur de cette Division jusqu'à la fin de décembre 2021.

<sup>5</sup> Christian Dahoui a été le Directeur de cette Division jusqu'à la fin de mars 2022.

**Tableau 1 : Répartition des postes par division, au 31 décembre 2021 (nombre de postes)\***

	Classes 1 à 10	Haute direction et directeurs	Total
Haute direction (DG, DGA et leurs assistants)	8,0	5,0	13,0
Division des accessions	9,0	1,0	10,0
Division de l'administration et des services généraux	68,0	1,0	69,0
Division de l'agriculture et des produits de base	21,8	1,0	22,8
Division du Conseil et du CNC	13,0	1,0	14,0
Division du développement	19,7	1,0	20,7
Division de la recherche économique et des statistiques	36,4	1,0	37,4
Division des ressources humaines	26,7	1,0	27,7
Division de l'information et des relations extérieures	28,3	1,0	29,3
Division des solutions en technologies de l'information	38,8	1,0	39,8
Institut de formation et de coopération technique	30,3	1,0	31,3
Division de la propriété intellectuelle, des marchés publics et de la concurrence	14,3	1,0	15,3
Division de la gestion des connaissances et de l'information, de la sensibilisation des milieux universitaires et du Programme de chaires de l'OMC	18,8	1,0	19,8
Division des services linguistiques et de la documentation	95,6	1,0	96,6
Division des affaires juridiques	36,0	1,0	37,0
Division de l'accès aux marchés	19,0	1,0	20,0
Bureau du contrôle interne	3,0		3,0
Bureau de la Directrice générale	13,8	2,0	15,8
Division des règles	37,6	1,0	38,6
Division du commerce et de l'environnement	17,1	1,0	18,1
Division du commerce des services et de l'investissement	14,1	1,0	15,1
Division de l'examen des politiques commerciales	48,2	1,0	49,2
Unité de la livraison des résultats	2,0		2,0
Total	619,5	26,0	645,5

\* Y compris les postes non encore pourvus. Les décimales correspondent aux fonctionnaires travaillant à temps partiel (par exemple à 80%).

et intègre les principales activités des RH, à savoir le recrutement, les absences, les états de paie, les avantages et les compensations. La seconde phase, qui concerne la formation et le perfectionnement, la gestion du comportement professionnel et d'autres domaines, débutera en septembre 2022 et devrait être mise en service au deuxième trimestre de 2023.

### Formation et apprentissage en ligne

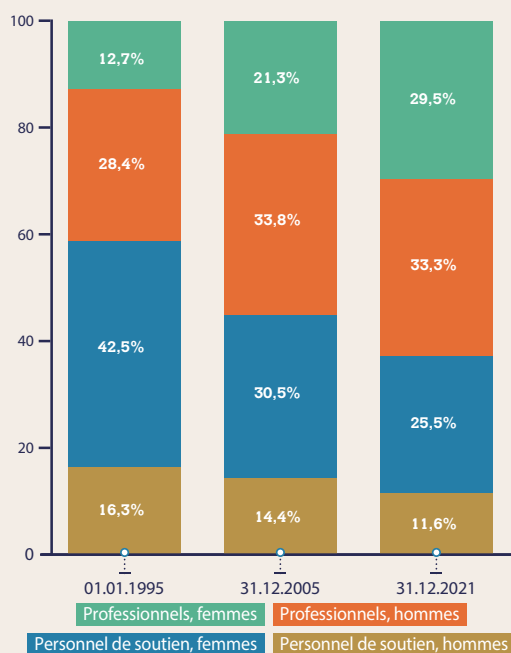
En raison de la pandémie, toutes les activités de formation et de perfectionnement destinées au personnel du Secrétariat se sont tenues virtuellement. Ces activités incluaient de nouveaux programmes sur la gestion d'équipes à distance et la tenue d'activités d'assistance technique et de formation en ligne. Pour aider

les fonctionnaires à se familiariser avec les changements internes et externes, un programme complet sur le leadership et le changement a été lancé, y compris un programme interne de leadership pour les dirigeants.

Des ateliers ont été organisés pour promouvoir les valeurs de l'Organisation, y compris des webinaires sur la diversité et l'éthique. En plus des réseaux d'apprentissage pour les supérieurs hiérarchiques, un soutien sous la forme d'un facilitateur a été fourni pour les réseaux interdivisions afin de partager des renseignements sur les meilleures pratiques.

Sur la base de la politique intitulée « Droit de travailler dans un environnement exempt de discrimination, de harcèlement et d'abus de pouvoir », le Service de la formation a collaboré avec un formateur extérieur pour concevoir un cours d'apprentissage en ligne en quatre parties sur le « respect et l'harmonie ». À ce jour, environ 95 % des membres du personnel ont suivi ce cours.

**Figure 2 :** Pourcentage de fonctionnaires de l'OMC par catégorie (professionnels/apersonnel de soutien)



## Nouvelle recrue

**Felipe Muñoz**

**Formateur, Institut de formation et de coopération technique**

**Nacionalidad :**  
Chili

**Fecha de incorporación :**  
5 janvier 2022



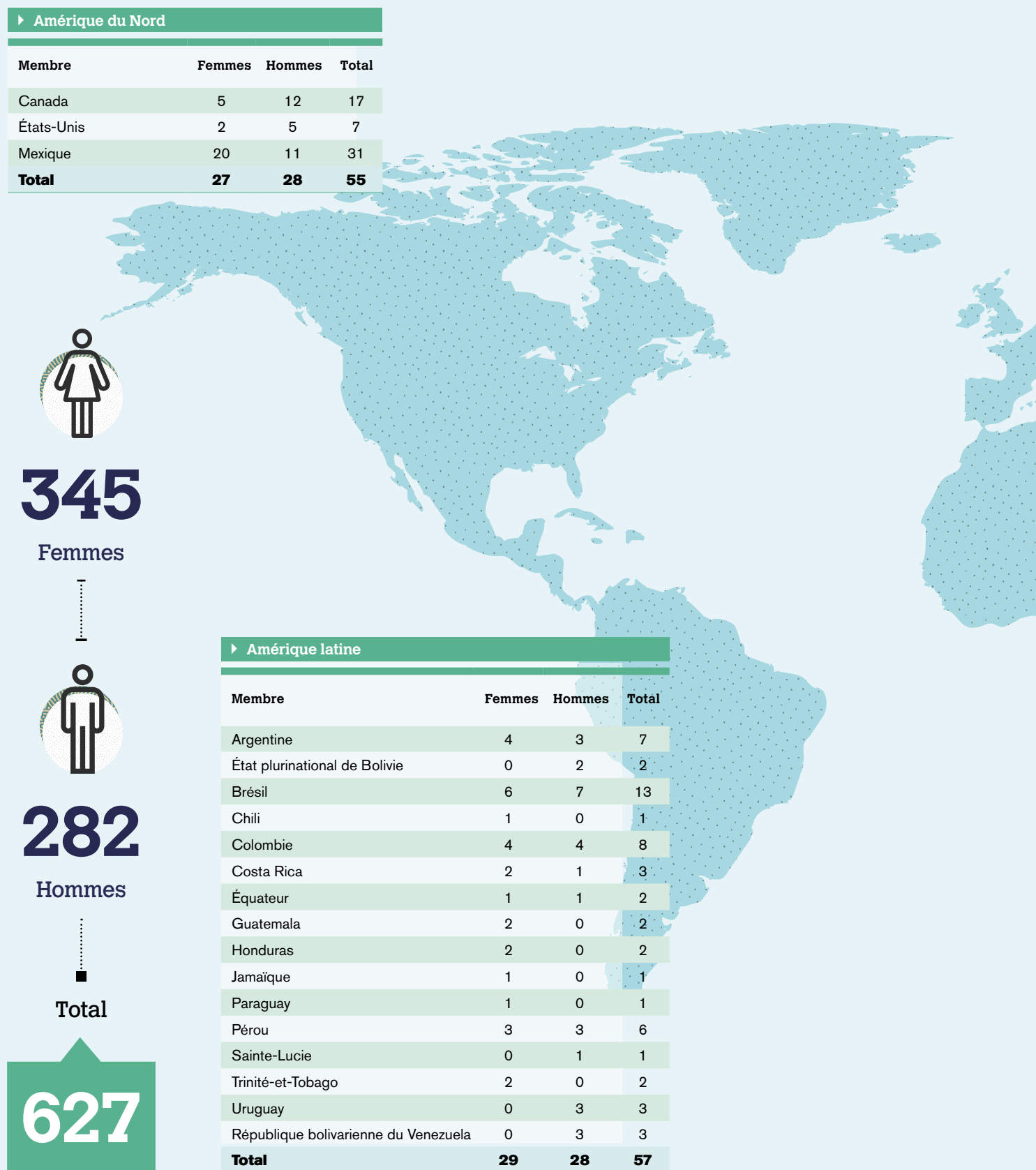
Avant de rejoindre l'OMC, j'étais professeur associé à l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili. Auparavant, j'ai donné des conférences et fait des recherches sur la politique commerciale et les questions relatives à l'OMC. Je faisais partie de l'équipe de l'Université du Chili au titre du Programme de Chaires de l'OMC. Dans le cadre de mes responsabilités, j'ai participé à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la coordination universitaire du diplôme de politique commerciale et du master en stratégie internationale et politique commerciale de l'Université.

Ma mission universitaire m'a permis de collaborer avec diverses organisations internationales, dont l'OMC, la CNUCED, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement.

Rejoindre l'Institut de formation et de coopération technique (IFCT) de l'OMC représente un nouveau défi. La coopération internationale a été transformée par la pandémie de COVID-19 et il est nécessaire d'utiliser le commerce aux fins d'une reprise inclusive et durable pour tous les pays, ce que l'IFCT peut aider à promouvoir. J'ai le privilège de travailler avec une équipe de spécialistes hautement qualifiés et d'aider l'OMC à contribuer à la reprise et au développement économiques de ses Membres.



**Figure 4:** Fonctionnaires de l'OMC émargeant au budget ordinaire, par sexe et par nationalité, au 31 décembre 2021



► Europe

Membre	Femmes	Hommes	Total	Mujeres	Femmes	Hommes	Total
Allemagne	8	13	21	Italie	11	14	25
Autriche	2	2	4	Lituanie	0	1	1
Belgique	4	2	6	Norvège	0	1	1
Bulgarie	2	4	6	Pays-Bas	1	4	5
Croatie	1	0	1	Pologne	3	1	4
Danemark	1	1	2	Portugal	0	4	4
Espagne	32	13	45	République tchèque	1	0	1
Estonie	1	0	1	Roumanie	2	0	2
Fédération de Russie	5	2	7	Royaume-Uni	34	12	46
Finlande	3	2	5	Suède	2	2	4
France	100	65	165	Suisse	9	9	18
Grèce	3	2	5	Ukraine	1	0	1
Hongrie	1	3	4	<b>Total</b>	<b>238</b>	<b>158</b>	<b>396</b>
Irlande	11	1	12				

► Afrique

Membre	Femmes	Hommes	Total
Afrique du Sud	0	1	1
Bénin	0	3	3
Botswana	1	0	1
Burundi	0	1	1
Cameroun	1	0	1
République démocratique du Congo	2	2	4
Égypte	3	1	4
Gambie	2	0	2
Ghana	1	0	1
Guinée	0	1	1
Kenya	2	0	2
Malawi	0	1	1
Maroc	1	3	4
Maurice	0	3	3
Nigéria	1	1	2
Ouganda	1	1	2
Rwanda	0	1	1
Sénégal	0	1	1
Tanzanie	2	0	2
Tunisie	2	2	4
Zambie	1	0	1
Zimbabwe	2	0	2
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>44</b>

► Asie

Membre	Femmes	Hommes	Total
Bangladesh	0	1	1
Chine	8	6	14
Inde	2	12	14
Japon	2	3	5
Jordanie	1	0	1
Malaisie	0	2	2
Népal	0	1	1
Pakistan	0	3	3
Philippines	6	7	13
République de Corée	4	0	4
Sri Lanka	2	0	2
Turquie	1	3	4
<b>Total</b>	<b>26</b>	<b>38</b>	<b>64</b>

► Océanie

Membre	Femmes	Hommes	Total
Australie	3	7	10
Nouvelle-Zélande	0	1	1
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>11</b>

# Budget, finances et administration

► **Sur recommandation du Comité du budget, des finances et de l'administration, le Conseil général a approuvé le budget de l'OMC pour 2022-2023.**

**L**e Conseil général a approuvé les budgets de l'OMC et du Centre du commerce international pour 2022-2023 (voir le tableau 2) en novembre, sur recommandation du Comité du budget, des finances et de l'administration.

Au début de l'année, l'enquête sur les traitements à l'OMC pour 2021 et les indemnités pour charges de famille ont été présentées au Comité. Ce dernier a pris note des arriérés de contributions des Membres de l'OMC et des observateurs et a invité le Conseil général à exhorter ceux qui étaient visés par des arrangements administratifs à liquider leurs arriérés.

Le Comité a examiné les rapports financiers trimestriels, ainsi que les renseignements actualisés fournis par les présidents du Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC et du Groupe de travail sur les fonds d'affectation spéciale, et en a pris note. Il a poursuivi l'examen de la situation du régime d'assurance médicale de l'OMC et de l'assurance santé après cessation de service, du plan stratégique annuel pour les installations et du programme de formation et de perfectionnement pour 2019 et 2020.

L'ITC a informé le Comité de ses contributions aux objectifs de l'OMC. La participation a été

## Informations de base

Le Comité du budget, des finances et de l'administration suit la situation budgétaire et financière de l'OMC. Il examine les questions relatives à la gestion des ressources humaines, reçoit les rapports de situation sur le Régime des pensions de l'Organisation et s'occupe des questions financières et administratives ayant trait au Secrétariat de l'OMC. Il fait rapport au Conseil général.

très constructive et a rendu encore plus visible l'interdépendance des deux organisations.

S'agissant des questions financières, sur recommandation du Comité, le Conseil général a approuvé le Rapport 2020 de l'OMC sur les résultats financiers, les virements entre les chapitres du budget indiqués dans le rapport, les états financiers vérifiés de l'OMC pour 2020 et l'utilisation de l'excédent budgétaire accumulé pour 2020. Le Comité a poursuivi ses délibérations sur la révision de certains règlements financiers.

Le Comité a pris note de l'audit de performance effectué par les auditeurs externes sur la gestion de la crise liée à la COVID-19 par l'OMC et les conséquences de cette crise.

Le Bureau du contrôle interne a présenté son rapport sur les activités d'audit interne pour 2020-2021 et rend compte de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations issues de l'audit interne.

## Budget de l'OMC pour 2022

L'OMC tire ses ressources des contributions annuelles de ses 164 Membres (voir le tableau 3) et de recettes diverses.

**Le budget de l'OMC pour 2022 est le suivant :  
197 204 000 CHF**

**Tableau 2 : Budget consolidé pour 2022 (en milliers de francs suisses)**

Section	Budget 2022
Dépenses de personnel (rémunération du personnel, avantages au titre des pensions et après la cessation de service, assurance santé et invalidité, prestations familiales et avantages accordés au personnel international)	131 565
Personnel temporaire (personnel engagé pour une courte durée, consultants, honoraires des membres des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel)	17 275
Services généraux (frais de télécommunication et frais postaux, services contractuels et entretien, énergie et fournitures, documentation et publication)	15 626
Voyages et frais de réception	7 907
Partenaires de mise en œuvre (toute activité ou événement financé(e) partiellement/conjointement/entièrement par l'OMC, mais mis(e) en œuvre par un organisme tiers)	213
Dépenses d'équipement (achat d'actifs fixes et location de matériel)	3 095
Frais financiers (frais bancaires et intérêts et remboursement de l'emprunt contracté pour le bâtiment)	2 080
Contributions au Centre du commerce international et réserves spéciales (Fonds de rénovation des bâtiments et Fonds de fonctionnement de la Conférence ministérielle)	19 443
<b>TOTAL</b>	<b>197 204</b>

**Tableau 3: Contributions des Membres de l'OMC au budget consolidé pour 2022  
(francs suisses)**

Membre	2022 Contribution CHF	2022 Contribution %	Membre	2022 Contribution CHF	2022 Contribution %
Afghanistan	39 100	0,020%	Dominique	29 325	0,015%
Afrique du Sud	879 750	0,450%	Égypte	502 435	0,257%
Albanie	43 010	0,022%	El Salvador	82 110	0,042%
Allemagne	13 997 800	7,160%	Émirats arabes unis	3 032 205	1,551%
Angola	273 700	0,140%	Équateur	205 275	0,105%
Antigua-et-Barbuda	29 325	0,015%	Espagne	3 792 700	1,940%
Arabie saoudite, Royaume d'	1 933 495	0,989%	Estonie	173 995	0,089%
Argentine	670 565	0,343%	Eswatini	29 325	0,015%
Arménie	43 010	0,022%	États-Unis	23 149 155	11,841%
Australie	2 525 860	1,292%	Fédération de Russie	3 235 525	1,655%
Autriche	1 927 630	0,986%	Fidji	29 325	0,015%
Bahreïn, Royaume de	226 780	0,116%	Finlande	844 560	0,432%
Bangladesh	412 505	0,211%	France	7 464 190	3,818%
Barbade	29 325	0,015%	Gabon	50 830	0,026%
Belgique	3 560 055	1,821%	Gambie	29 325	0,015%
Belize	29 325	0,015%	Géorgie	76 245	0,039%
Bénin	31 280	0,016%	Ghana	183 770	0,094%
Bolivie, État plurinational de	93 840	0,048%	Grèce	633 420	0,324%
Botswana	62 560	0,032%	Grenade	29 325	0,015%
Bésil	2 107 490	1,078%	Guatemala	142 715	0,073%
Brunéi Darussalam	50 830	0,026%	Guinée	33 235	0,017%
Bulgarie	332 350	0,170%	Guinée-Bissau	29 325	0,015%
Burkina Faso	35 190	0,018%	Guyana	29 325	0,015%
Burundi	29 325	0,015%	Haïti	29 325	0,015%
Cabo Verde	29 325	0,015%	Honduras	78 200	0,040%
Cambodge	158 355	0,081%	Hong Kong, Chine	5 561 975	2,845%
Cameroun	64 515	0,033%	Hongrie	1 038 105	0,531%
Canada	4 721 325	2,415%	Îles Salomon	29 325	0,015%
Chili	666 655	0,341%	Inde	4 574 700	2,340%
Chine	20 593 970	10,534%	Indonésie	1 644 155	0,841%
Chypre	142 715	0,073%	Irlande	3 362 600	1,720%
Colombie	488 750	0,250%	Islande	87 975	0,045%
Congo	68 425	0,035%	Israël	881 705	0,451%
Corée, République de	5 430 990	2,778%	Italie	4 991 115	2,553%
Costa Rica	166 175	0,085%	Jamaïque	52 785	0,027%
Côte d'Ivoire	107 525	0,055%	Japon	7 487 650	3,830%
Croatie	240 465	0,123%	Jordanie	162 265	0,083%
Cuba	113 390	0,058%	Kazakhstan	435 965	0,223%
Danemark	1 520 990	0,778%	Kenya	125 120	0,064%
Djibouti	33 235	0,017%	Koweït, État du	537 625	0,275%

SECRETARIAT ET BUDGET

Membre	2022 Contribution CHF	2022 Contribution %
Lesotho	29 325	0,015 %
Lettonie	164 220	0,084 %
Libéria	29 325	0,015 %
Liechtenstein	64 515	0,033 %
Lituanie	303 025	0,155 %
Luxembourg	1 008 780	0,516 %
Macao, Chine	252 195	0,129 %
Macédoine du Nord	62 560	0,032 %
Madagascar	35 190	0,018 %
Malaisie	1 859 205	0,951 %
Malawi	29 325	0,015 %
Maldives	29 325	0,015 %
Mali	35 190	0,018 %
Malte	154 445	0,079 %
Maroc	377 315	0,193 %
Maurice	54 740	0,028 %
Mauritanie	29 325	0,015 %
Mexique	3 964 740	2,028 %
Moldova, République de	37 145	0,019 %
Mongolie	60 605	0,031 %
Monténégro	29 325	0,015 %
Mozambique	62 560	0,032 %
Myanmar	138 805	0,071 %
Namibie	46 920	0,024 %
Népal	60 605	0,031 %
Nicaragua	54 740	0,028 %
Niger	29 325	0,015 %
Nigéria	537 625	0,275 %
Norvège	1 219 920	0,624 %
Nouvelle-Zélande	467 245	0,239 %
Oman	322 575	0,165 %
Ouganda	56 695	0,029 %
Pakistan	373 405	0,191 %
Panama	236 555	0,121 %
Papouasie-Nouvelle-Guinée	60 605	0,031 %
Paraguay	111 435	0,057 %
Pays-Bas	5 739 880	2,936 %
Pérou	424 235	0,217 %
Philippines	866 065	0,443 %
Pologne	2 408 560	1,232 %
Portugal	815 235	0,417 %
Qatar	658 835	0,337 %

Membre	2022 Contribution CHF	2022 Contribution %
République centrafricaine	29 325	0,015 %
République démocratique du Congo	121 210	0,062 %
République démocratique populaire lao	56 695	0,029 %
République dominicaine	177 905	0,091 %
République kirghize	35 190	0,018 %
République slovaque	785 910	0,402 %
République tchèque	1 442 790	0,738 %
Roumanie	801 550	0,410 %
Royaume-Uni	7 380 125	3,775 %
Rwanda	29 325	0,015 %
Saint-Kitts-et-Nevis	29 325	0,015 %
Saint-Vincent-et-les Grenadines	29 325	0,015 %
Sainte-Lucie	29 325	0,015 %
Samoa	29 325	0,015 %
Sénégal	50 830	0,026 %
Seychelles	29 325	0,015 %
Sierra Leone	29 325	0,015 %
Singapour	4 824 940	2,468 %
Slovénie	332 350	0,170 %
Sri Lanka	189 635	0,097 %
Suède	2 007 785	1,027 %
Suisse	3 681 265	1,883 %
Suriname	29 325	0,015 %
Tadjikistan	29 325	0,015 %
Taipei chinois	3 055 665	1,563 %
Tanzanie	84 065	0,043 %
Tchad	33 235	0,017 %
Thaïlande	2 420 290	1,238 %
Togo	29 325	0,015 %
Tonga	29 325	0,015 %
Trinité-et-Tobago	87 975	0,045 %
Tunisie	177 905	0,091 %
Turquie	2 003 875	1,025 %
Ukraine	506 345	0,259 %
Union européenne	0	0,000 %
Uruguay	130 985	0,067 %
Vanuatu	29 325	0,015 %
Venezuela, République bolivarienne du	488 750	0,250 %
Viet Nam	1 941 315	0,993 %
Yémen	72 335	0,037 %
Zambie	76 245	0,039 %
Zimbabwe	50 830	0,026 %
<b>TOTAL</b>	<b>195 500 000</b>	<b>100,000 %</b>

# Comment l'OMC est structurée

➤ **L'organe de décision suprême de l'OMC est la Conférence ministérielle, qui se réunit généralement tous les deux ans.**

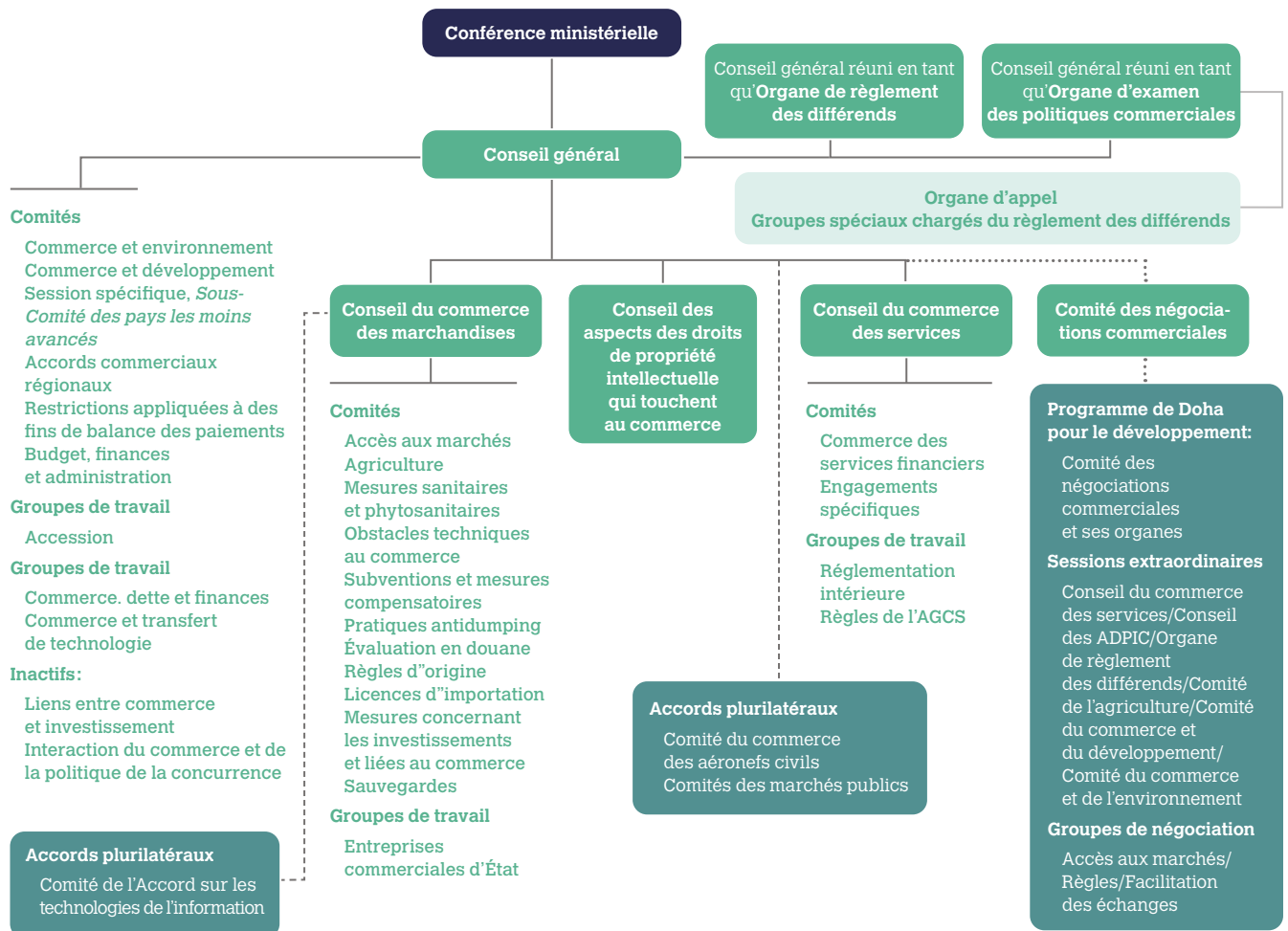
**A**u deuxième niveau, il y a le Conseil général (composé normalement des ambassadeurs et des Chefs de délégation en poste à Genève, et parfois de fonctionnaires envoyés par les capitales des Membres), qui se réunit plusieurs fois par an au siège de l'Organisation à Genève. Le Conseil général se réunit aussi en tant qu'Organe d'examen des politiques commerciales et en tant qu'Organe de règlement des différends.

Au troisième niveau, il y a le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil du commerce des services et le

Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui rend compte au Conseil général.

De nombreux comités spécialisés, groupes de travail et groupes d'experts s'occupent des domaines visés par les différents accords et d'autres domaines tels que l'environnement, le développement, les demandes d'accèsion et les accords commerciaux régionaux.

Tous les Membres de l'OMC peuvent participer à tous les conseils et comités, à l'exception de l'Organe d'appel, des groupes spéciaux chargés du règlement des différends et des comités établis en vertu des accords plurilatéraux.



## Explications

— Font rapport au Conseil général (ou à un organe subsidiaire).

— Font rapport à l'Organe de règlement des différends.

- - - - - Les comités établis en vertu des accords plurilatéraux informent le Conseil général ou le Conseil du commerce des marchandises de leurs activités, même si ces accords ne sont pas signés par tous les Membres de l'OMC.

..... Le Comité des négociations commerciales fait rapport au Conseil général.

## Présidents des organes de l'OMC (au 31 décembre 2021)

Présidents du Conseil général et des organes qui lui font rapport		Présidents des organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises	
Conseil général	Ambassadeur Dacio Castillo (Honduras)	Comité de l'agriculture	M. Marcos Da Rosa Uranga (Uruguay)
Organe de règlement des différends	Ambassadeur Didier Chambovey (Suisse)	Comité des pratiques antidumping	M. Ahmed Al-Sulaiti (Qatar)
Organe d'examen des politiques commerciales	Ambassadrice Athaliah Lesiba Molokomme (Botswana)	Comité de l'évaluation en douane	M. Buddhi Prasad Upadhyaya (Népal)
Conseil du commerce des marchandises	Ambassadeur Lundeg Purevsuren (Mongolie)	Comité des licences d'importation	M. Hsin-lung Hung (Taïpei chinois)
Conseil du commerce des services	Ambassadeur Ángel Villalobos Rodríguez (Mexique)	Comité de l'accès aux marchés	M. Chakarin Komolsiri (Thaïlande)
Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	Ambassadeur Dagfinn Sørli (Norvège)	Comité des règles d'origine	M. Sulaiman Satari (Afghanistan)
Comité du commerce et de l'environnement	Ambassadeur Manuel A. J. Teehankee (Philippines)	Comité des sauvegardes	M <sup>me</sup> Mary Lisa Madell (Royaume-Uni)
Comité du commerce et du développement	Ambassadeur Muhammad Mujtaba Piracha (Pakistan)	Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires	M. Juteau Deadjufo Tousse (Cameroun)
Sous-Comité des pays les moins avancés	Ambassadrice Kirsti Kauppi (Finlande)	Comité des subventions et des mesures compensatoires	M <sup>me</sup> Noriko Teranishi (Japon)
Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements	M. Dmitry Lyakishev (Fédération de Russie)	Comité des obstacles techniques au commerce	M <sup>me</sup> Elisa María Olmeda de Alejandro (Mexique)
Comité des accords commerciaux régionaux	Ambassadeur Cleopa Kilonzo Mailu (Kenya)	Comité de la facilitation des échanges	M. Christopher O'Toole (Canada)
Comité du budget, des finances et de l'administration	Ambassadrice Bettina Waldmann (Allemagne)	Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce	M <sup>me</sup> Vilma Peltonen (Finlande)
Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie	Ambassadrice Le Thi Tuyet Mai (Viet Nam)	Groupe de travail des entreprises commerciales d'État	Mr Sultan Alsharif (Royaume d'Arabie saoudite)
Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances	Ambassadrice Cheryl Kay Spencer (Jamaïque)	Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information	M <sup>me</sup> Katarzyna Stecz (Pologne)
Comité des négociations commerciales	Directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala	Présidents des organes subsidiaires du Conseil du commerce des services	
Présidents des organes établis dans le cadre du Comité des négociations commerciales		Comité du commerce des services financiers	M. Johan Ekerhult (Suède)
Groupe de négociation sur l'accès aux marchés	Ambassadeur Didier Chambovey (Suisse)	Groupe de travail de la réglementation intérieure	M. Devabrata Chakraborty (Bangladesh)
Groupe de négociation sur les règles	Ambassadeur Santiago Wills (Colombie)	Comité des engagements spécifiques	M. Thomas Nauta (Pays-Bas)
Session extraordinaire du Conseil du commerce des services	Ambassadrice Zhanar Aitzhanova (Kazakhstan)	Groupe de travail des règles de l'AGCS	M. Omduttraj Singh Sewraj (Maurice)
Session extraordinaire du Conseil des ADPIC	Ambassadeur Alfredo Suescum (Panama)	Présidents des comités chargés des accords plurilatéraux	
Session extraordinaire de l'Organe de règlement des différends	Ambassadeur Kokou Yackoley Johnson (Togo)	Comité du commerce des aéronefs civils	M. Jean-Marie Meraldi (Suisse)
Session extraordinaire du Comité de l'agriculture	Ambassadrice Gloria Abraham Peralta (Costa Rica)	Comité des marchés publics	M. Carlos Vanderloo (Canada) (jusqu'en juillet 2021)
Sous-Comité du coton	Ambassadrice Gloria Abraham Peralta (Costa Rica)		
Session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement	Ambassadeur Leopold Samba (République centrafricaine)		
Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement	Ambassadrice Kadra Ahmed Hassan (Djibouti)		

# Directeurs généraux

## 1995-2022

Sept directeurs généraux ont été nommés depuis l'institution de l'OMC. Le premier Directeur général de l'Organisation a été Peter Sutherland, qui a exercé cette fonction de janvier à avril 1995. Lui ont succédé Renato Ruggiero (1995-1999), Mike Moore (1999-2002) et Supachai Panitchpakdi (2002-2005). Pascal Lamy, le Directeur général qui est resté le plus longtemps

en exercice, a exercé cette fonction de 2005 à 2013. Roberto Azevêdo lui a succédé du 1<sup>er</sup> septembre 2013 au 31 août 2020. La Directrice générale actuelle, D<sup>re</sup> Ngozi Okonjo-Iweala, a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> mars 2021 ; elle est la septième personne, la première femme et la première Africaine à occuper ce poste. Son mandat prendra fin le 31 août 2025.



**D<sup>re</sup> Ngozi Okonjo-Iweala (Nigéria), septième Directeur général de l'OMC, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021.**



**Roberto Azevêdo (Brésil), sixième Directeur général de l'OMC, septembre 2013-août 2020.**



**Pascal Lamy (France), cinquième Directeur général de l'OMC, septembre 2005-août 2013.**



**Supachai Panitchpakdi (Thaïlande), quatrième Directeur général de l'OMC, septembre 2002-août 2005.**



**Peter Sutherland (Irlande), premier Directeur général de l'OMC, janvier 1995-avril 1995.**



**Renato Ruggiero (Italie), deuxième Directeur général de l'OMC, mai 1995-avril 1999.**



**Mike Moore (Nouvelle-Zélande), troisième Directeur général de l'OMC, septembre 1999-août 2002.**



## Membres de l'OMC: 164 Membres (au 31 décembre 2021)

Membre*	Année d'accession	Membre*	Année d'accession	Membre*	Année d'accession
Afghanistan	2016	Costa Rica	1995	Inde	1995
Afrique du Sud	1995	Côte d'Ivoire	1995	Indonésie	1995
Albanie	2000	Croatie	2000	Irlande	1995
Allemagne	1995	Cuba	1995	Islande	1995
Angola	1996	Danemark	1995	Israël	1995
Antigua-et-Barbuda	1995	Djibouti	1995	Italie	1995
Arabie saoudite, Royaume d'	2005	Dominique	1995	Jamaïque	1995
Argentine	1995	Égypte	1995	Japon	1995
Arménie	2003	El Salvador	1995	Jordanie	2000
Australie	1995	Émirats arabes unis	1996	Kazakhstan	2015
Autriche	1995	Équateur	1996	Kenya	1995
Bahreïn, Royaume de	1995	Espagne	1995	Koweït, État du	1995
Bangladesh	1995	Estonie	1999	Lesotho	1995
Barbade	1995	Eswatini	1995	Lettonie	1999
Belgique	1995	États-Unis	1995	Libéria	2016
Belize	1995	Fédération de Russie	2012	Liechtenstein	1995
Bénin	1996	Fidji	1996	Lituanie	2001
Bolivie, État plurinational de	1995	Finlande	1995	Luxembourg	1995
Botswana	1995	France	1995	Macao, Chine	1995
Brésil	1995	Gabon	1995	Madagascar	1995
Brunéi Darussalam	1995	Gambie	1996	Malaisie	1995
Bulgarie	1996	Géorgie	2000	Malawi	1995
Burkina Faso	1995	Ghana	1995	Maldives	1995
Burundi	1995	Grèce	1995	Mali	1995
Cabo Verde	2008	Grenade	1996	Malte	1995
Cambodge	2004	Guatemala	1995	Maroc	1995
Cameroun	1995	Guinée	1995	Maurice	1995
Canada	1995	Guinée-Bissau	1995	Mauritanie	1995
Chili	1995	Guyana	1995	Mexique	1995
Chine	2001	Haïti	1996	Moldova, République de	2001
Chypre	1995	Honduras	1995	Mongolie	1997
Colombie	1995	Hong Kong, Chine	1995	Monténégro	2012
Congo	1997	Hongrie	1995	Mozambique	1995
Corée, République de	1995	Îles Salomon	1996	Myanmar	1995

\* Les Membres sont en majorité des États, mais peuvent aussi être des territoires douaniers jouissant d'une entière autonomie dans la conduite de leurs relations commerciales extérieures.

Membre*	Année d'accession	Membre*	Année d'accession	Observateurs** (au 15 février 2022)
Namibie	1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	1995	Algérie
Népal	2004	Sainte-Lucie	1995	Andorre
Nicaragua	1995	Samoa	2012	Azerbaïdjan
Niger	1996	Sénégal	1995	Bahamas
Nigéria	1995	Seychelles	2015	Bélarus
Norvège	1995	Sierra Leone	1995	Bhoutan
Nouvelle-Zélande	1995	Singapour	1995	Bosnie-Herzégovine
Oman	2000	Slovénie	1995	Comores
Ouganda	1995	Sri Lanka	1995	Curaçao
Pakistan	1995	Suède	1995	Éthiopie
Panama	1997	Suisse	1995	Guinée équatoriale
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1996	Suriname	1995	Iran
Paraguay	1995	Tadjikistan	2013	Iraq
Pays-Bas	1995	Taïpei chinois	2002	Libye
Pérou	1995	Tanzanie	1995	Ouzbékistan
Philippines	1995	Tchad	1996	République arabe syrienne
Pologne	1995	Thaïlande	1995	République libanaise
Portugal	1995	Togo	1995	Saint-Siège
Qatar	1996	Tonga	2007	Sao Tomé-et-Principe
République centrafricaine	1995	Trinité-et-Tobago	1995	Serbie
République de Macédoine du Nord	2003	Tunisie	1995	Somalie
République démocratique du Congo	1997	Turquie	1995	Soudan
République démocratique populaire lao	2013	Ukraine	2008	Soudan du Sud
République dominicaine	1995	Union européenne	1995	Timor-Leste
République kirghize	1998	Uruguay	1995	Turkménistan
République slovaque	1995	Vanuatu	2012	
République tchèque	1995	Venezuela, République bolivarienne du	1995	
Roumanie	1995	Viet Nam	2007	
Royaume-Uni	1995	Yémen	2014	
Rwanda	1996	Zambie	1995	
Saint-Kitts-et-Nevis	1996	Zimbabwe	1995	

\*\* À l'exception du Saint-Siège, les observateurs doivent entamer les négociations en vue de l'accession dans un délai de cinq ans après l'obtention du statut d'observateur.

# Abréviations

<b>ACPr</b>	Arrangements commerciaux préférentiels	<b>MC12</b>	Douzième Conférence ministérielle de l'OMC
<b>ACR</b>	Accords commerciaux régionaux	<b>MEPC</b>	Mécanisme d'examen des politiques commerciales
<b>ADPIC</b>	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	<b>MIC</b>	Mesures concernant les investissements et liées au commerce
<b>AEM</b>	Accords environnementaux multilatéraux	<b>MNT</b>	Mesures non tarifaires
<b>AGCS</b>	Accord général sur le commerce des services	<b>MPME</b>	Micro, petites et moyennes entreprises
<b>AMNA</b>	Accès aux marchés pour les produits non agricoles	<b>NPF</b>	Nation la plus favorisée
<b>AMP</b>	Accord sur les marchés publics	<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ATI</b>	Accord sur les technologies de l'information	<b>OIT</b>	Organisation internationale du Travail
<b>CCD</b>	Comité du commerce et du développement	<b>OMPI</b>	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
<b>CIR</b>	Cadre intégré renforcé	<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>CNC</b>	Comité des négociations commerciales	<b>ORD</b>	Organe de règlement des différends
<b>CNUCED</b>	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	<b>OTC</b>	Obstacles techniques au commerce
<b>EPC</b>	Examen des politiques commerciales	<b>PEV</b>	Petites économies vulnérables
<b>FAO</b>	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture	<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>GATT</b>	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	<b>PMA</b>	Pays les moins avancés
<b>ICC</b>	Chambre de commerce internationale	<b>SH</b>	Système harmonisé
<b>IED</b>	Investissement étranger direct	<b>SMC</b>	Subventions et mesures compensatoires
<b>IFCT</b>	Institut de formation et de coopération technique	<b>SPS</b>	Sanitaire et phytosanitaire
<b>IG</b>	Indications géographiques	<b>STDF</b>	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
<b>INN</b>	[pêche] illicite, non déclarée et non réglementée	<b>UIP</b>	Union interparlementaire
<b>ISO</b>	Organisation internationale de normalisation	<b>UIT</b>	Union internationale des télécommunications
<b>ITC</b>	Centre du commerce international		

0: zéro ou chiffre arrondi à zéro.

1 milliard signifie 1 000 millions.

Les chiffres étant arrondis, il peut y avoir une légère différence entre la somme des chiffres et le total indiqué.

Sauf indication contraire, i) toutes les valeurs sont exprimées en dollars EU et ii) les chiffres du commerce comprennent les échanges entre les membres des zones de libre-échange, des unions douanières, des associations régionales et autres groupements de pays.

**Note:** Le présent rapport examine les activités menées par l'OMC en 2021 et au début de 2022. Le terme «pays» est souvent utilisé pour désigner les Membres de l'Organisation, bien que certains Membres soient officiellement des «territoires douaniers» et pas nécessairement des pays au sens habituel du terme.

## Autres renseignements

**Le site Web de l'OMC contient d'autres renseignements sur l'Organisation et ses activités: [www.wto.org](http://www.wto.org)**

Des renseignements généraux sur l'OMC sont disponibles dans les publications suivantes, qui peuvent toutes être téléchargées gratuitement depuis le site Web:

### L'OMC en bref

Cette petite brochure offre un point de départ pour trouver des renseignements essentiels sur l'OMC. Concise et pratique, elle constitue une introduction idéale à l'Organisation.

### Dix choses que l'OMC peut faire

Cette publication met en lumière certains des avantages du système commercial, sans pour autant prétendre que tout est parfait – sinon, il ne serait pas nécessaire de continuer à négocier ni d'adapter et de réformer constamment le système.

## Librairie en ligne

Vous pouvez commander les publications imprimées par l'intermédiaire de la librairie en ligne de l'OMC: <https://onlinebookshop.wto.org>.

De nombreuses publications peuvent être téléchargées gratuitement depuis le site Web de l'OMC: [www.wto.org](http://www.wto.org).

Vous pouvez vous inscrire pour être avertis gratuitement de la parution de nouveaux titres.

## Télécharger l'application

Le Rapport annuel de l'OMC sera disponible sous forme d'application. Vous pourrez le télécharger depuis l'App Store et Google Play pour le consulter sur votre iPad, votre iPhone ou votre tablette ou smartphone Android.

# Crédits photo

Couverture : © Jose CABEZAS/AFP via Getty Images.

Pages 2, 10, 11, 12, 13, 18, 19, 20, 21, 24, 25, 28, 39, 41, 42, 43, 47, 49, 56, 67, 68, 80, 126, 140, 145, 168, 169, 171, 185, 186, 187, 196, 197, 198, 205, 207, 210, 213, 221 : © WTO.

Pages 2, 3, 7, 13, 20, 24, 31, 32, 35, 36, 37, 72, 175, 178, 180, 221 : © WTO/Jay Louvion.

Page 2 : Gorodenkoff/Shutterstock, © Dng Tri/Unsplash.

Page 5 : © Anita van den Broek/Shutterstock.

Pages 10, 21, 25, 27, 156 : © WTO/Bryan Lehmann.

Page 11 : © Global Center on Adaptation.

Page 12 : © G20 Sorrento, © Ludovic Marin/AFP via Getty Images.

Pages 14, 21 : © CHUNYIP WONG/Getty Images.

Page 15 : © Phinyo De Italiano/Shutterstock.

Page 16 : © saiko3p/Shutterstock.

Page 18 : © Bernsten/Shutterstock, © HUSSEIN MALLA/AFP/Getty Images, © Zen S Prarom/Shutterstock.

Page 19 : © tclj/Shutterstock, ©chanchai duangdoosan/Shutterstock, © Maykova Galina/Shutterstock.

Page 20 : © MDSABBIR/Shutterstock, © WTO/Admedia, © saiko3p/Shutterstock, © a katz/Shutterstock, © sharptoyau/Shutterstock.

Page 21 : © AS photostudio/Shutterstock, © WTO/Studio Casagrande, © Matyas Rehak/Shutterstock.

Page 23 : © Yvon Labarthe.

Page 24 : © Alf Ribeiro/Shutterstock, © YAKOBCHUK VIACHESLAV/Shutterstock, © zatvornik/Shutterstock.

Page 25 : © raigvi/Shutterstock, © Prime Minister's Office, GODL-India, via Wikimedia Commons, © Nikolaj Alexander/Shutterstock.

Page 26 : © KOBE611/Shutterstock.

Pages 29, 106 : © Juice Flair/Shutterstock.

Page 30 : © Martin Harvey/Getty Images.

Page 41 : © EQRoy/Shutterstock.

Page 50 : © OlegD/Shutterstock.

Pages 51, 62, 113 : © Gorodenkoff/Shutterstock.

Page 53 : © Oscar Espinosa/Shutterstock.

Page 54 : © CRS PHOTO/Shutterstock.

Page 55 : © Aleksandr Rybalko/Shutterstock.

Page 57 : © stockphoto mania/Shutterstock.

Page 58 : © zstock/Shutterstock.

Page 60 : © Jacob Lund/Shutterstock.

Page 61 : © fokke baarssen/Shutterstock.

Page 64 : © Dmitry Kalinovsky/Shutterstock.

Page 70 : © MandriaPix/Shutterstock.

Page 73 : © natrass/Getty Images.

Page 74 : © Rich Carey/Shutterstock.

Page 76 : © i\_am\_zews/Shutterstock.

Page 77 : © Instituto Nacional de Investigaciones Agropecuarias - INIAP.

Page 79 : © MAGNIFIER/Shutterstock.

Page 92 : © ti-ja/Getty Images.

Page 103 : © aapp/Shutterstock.

Page 104 : © Georgy Rozov / EyeEm via Getty Images.

Page 106 : © JU.STOCKER/Shutterstock.

Page 109 : © ebonyeg/Shutterstock.

Page 111 : © Pressmaster/Shutterstock.

Page 115 : © wavebreakmedia/Shutterstock.

Page 118 : © TradeMark East Africa.

Page 120 : © Bangkok Click Studio/Shutterstock.

Page 122 : © Longhua Liao/Getty Images.

Page 128 : © Monty Rakusen/Getty Images.

Page 129 : © An Nguyen ProPic/Shutterstock.

Page 131 : © Valerie2000/Shutterstock.

Page 135 : © EBRD/Dermot Doorly.

Page 139 : © shibu bhattacharjee/Getty Images.

Page 142 : © ewg3D/Getty Images.

Page 151 : © University of Colombo.

Page 153 : © Dng Tri/Unsplash.

Page 155 : © schusterbauer.com/Shutterstock.

Page 156 : © hamofking/Shutterstock.

Page 158 : © gorkhe1980/Shutterstock.

Page 161 : © MDV Edwards/Shutterstock.

Page 162 : © EIF/Ollivier Girard.

Page 163 : © Rwanda Green Fund (FONERWA).

Page 164 : © Simon Hess/EIF.

Page 165 : ©STDF/José Carlos Alexandre.

Page 167 : © Andrew Hagen/Shutterstock.

Page 170 : © Mr Imsouchivy Suos.

Page 173 : © Light and Vision/Shutterstock.

Page 181 : © Plasticpreneur.

Page 182 : © Rags2Riches.

Page 197 : © Carlos Taylhardat.

Page 209 : © T-Rex Photography.

Page 221 : © WTO/Studio Casagrande.

ISBN 978-92-870-5389-3 (édition imprimée)

ISBN 978-92-870-5390-9 (édition en ligne)

Imprimé par le Secrétariat de l'OMC.

Maquette conçue par Touchline.

© Organisation mondiale du commerce 2022.

Le Rapport annuel est également disponible en anglais et en espagnol.



Organisation mondiale du commerce  
Centre William Rappard  
Rue de Lausanne 154  
CH-1211 Genève 2  
Suisse  
Tél. : (standard) : +41 (0)22 739 51 11  
Adresse électronique : [enquiries@wto.org](mailto:enquiries@wto.org)  
Site Web : [www.wto.org](http://www.wto.org)

